

---

John Roemer et Karine Van der Straeten

## Politiques sociales et immigration en France : une analyse des opinions et des comportements électoraux

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

John Roemer et Karine Van der Straeten, « Politiques sociales et immigration en France : une analyse des opinions et des comportements électoraux », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 16 | 2005/1, mis en ligne le 21 avril 2006. URL : <http://economiepublique.revues.org/1729>  
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Institut d'économie publique (IDEP)  
<http://economiepublique.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://economiepublique.revues.org/index1729.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

# économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

**n° 16** – 2005/1



**économie**publique sur internet : [www.economie-publique.fr](http://www.economie-publique.fr)

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en France.

La revue **économie**publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Dépôt légal avril 2006 – n° imprimeur 398487J

Conférences des Journées Louis-André Gérard-Varet  
Public Economy Theory Meeting, Marseille, 2005

*PET LAGV Conferences, Marseille, 2005*

## Politiques sociales et immigration en France : une analyse des opinions et des comportements électoraux

John Roemer \*

Karine Van der Straeten \*\*

### Résumé

Nous nous proposons d'étudier l'impact que le sentiment anti-immigration de certains électeurs est susceptible d'avoir sur les propositions des partis en matière de politique économique. Par exemple, si la pauvreté est perçue comme un phénomène frappant essentiellement certains groupes culturels, une certaine hostilité vis-à-vis de ces groupes, minant la notion de solidarité nationale, peut induire les gens à souhaiter globalement moins de redistribution. Par ailleurs, elle peut pousser des électeurs favorables à une redistribution des richesses importante (votant traditionnellement pour des partis de gauche) mais relativement intolérants, à reporter leur voix vers des partis plus conservateurs, diminuant ainsi les chances que des politiques de redistribution soient mises en place. Nous modélisons la compétition électorale comme ayant lieu entre trois tendances (la Gauche, la Droite et l'Extrême-Droite) et portant essentiellement sur deux dimensions (la taille du secteur public et l'immigration). Nous « calibrons » le modèle en utilisant des données

---

\*. Yale University, Department of Political Science.

\*\*. CNRS & École Polytechnique. Ce travail a été en partie financé par la CFE-CGC/IRES et par la Russell Sage Foundation. Nous remercions pour leurs commentaires tous les participants aux divers séminaires et conférences dans lesquels ce travail a été présenté, à Paris-Jourdan Sciences Économiques, au GREMAQ-Université de Toulouse, au CEVIPOF, lors de la conférence Public Economic Theory 2005 à Marseille et, plus particulièrement, Nonna Mayer, Thomas Piketty et Alain Trannoy.

d'enquêtes menées durant les années d'élections présidentielles 1988 et 2002, et concluons que l'influence des questions liées à l'immigration sur la taille du secteur public est loin d'être négligeable.

---

## Summary

We study the effect of anti-immigrant sentiments among voters on the equilibrium position of political parties on the economic issue. We model political competition as taking place among three parties (Left, Right, and Extreme Right) on a two-dimensional policy space (economic issue, immigration issue) using an extension of the Party Unanimity Nash Equilibrium concept. We “calibrate” the model to French survey data for the election years 1988 and 2002, and show that the immigration issue influences equilibrium on the economic issue in a significant way.

**Mots clés :** Xénophobie, immigration, taille du secteur public, équilibre politique

**Keywords:** Xenophobia, immigration, distribution, political equilibrium

J.E.L. : D3, D72

---

## 1. Introduction

La question de la redistribution des richesses et celle de l'intolérance religieuse ou ethnique au sein d'un même pays peuvent-elles être pensées séparément ? Il y a de multiples raisons de penser que la réponse à cette question est négative. En effet, il existe divers canaux par lesquels l'intolérance et l'hostilité vis-à-vis des minorités ethniques ou religieuses peuvent affecter les politiques de redistribution. En particulier, si la pauvreté est perçue comme un phénomène frappant essentiellement certains groupes culturels, une certaine hostilité vis-à-vis de ces groupes, minant la notion de solidarité nationale, peut induire les gens à souhaiter globalement moins de redistribution. D'autre part, elle peut pousser des électeurs favorables à une redistribution importante des richesses (votant traditionnellement pour des partis de gauche) mais relativement intolérants, à reporter

leur voix vers des partis plus conservateurs, diminuant ainsi les chances que des politiques de redistribution soient mises en place. Dans cet article, nous nous proposons d'examiner ces deux canaux, en nous intéressant essentiellement au cas français, mais en étendant aussi parfois notre propos à d'autres pays européens ou aux États-Unis.

## 1.1. Les déterminants des opinions en matière de redistribution

Quel doit être le degré d'intervention de l'État en matière de soutien aux personnes vivant dans la précarité ou disposant de faibles revenus ? La charité est-elle une affaire privée ou relève-t-elle de la responsabilité publique ? Si l'on admet la nécessité de mettre en place des minima sociaux, quel doit être leur montant ? Quelle doit être la progressivité de l'impôt sur le revenu ? Faut-il imposer les grandes fortunes ? Toutes ces questions ont reçu des réponses fort différentes dans plusieurs pays. On connaît, par exemple, l'opposition classique entre les États-Unis, partisans d'une charité privée (organisations caritatives) et l'Europe occidentale, où l'État joue un rôle central dans l'élaboration de politiques de redistribution des richesses. Au sein même d'un pays, des opinions très contrastées coexistent généralement. Comment les citoyens forment-ils leurs convictions ou leurs opinions concernant ce que devrait être le système fiscal ou social ? Naturellement, il est impossible de répondre de façon exhaustive et en toute généralité à cette question. Néanmoins, il est possible d'isoler quelques éléments qui jouent certainement un rôle important dans la détermination de ce que l'on pourrait appeler la « demande » de redistribution.

Citons-en quelques uns parmi les plus importants :

- la position sociale et le revenu : de façon caricaturale, les plus pauvres – bénéficiant de la redistribution – vont la soutenir, tandis que les gens plus à l'aise financièrement – qui n'espèrent en tirer aucun profit mais simplement la financer – peuvent y être plus hostiles ;
- une volonté de s'assurer pour l'avenir ou de protéger ses enfants : il n'y a pas que l'intérêt immédiat des individus qui compte, le système de redistribution peut être vu comme un système d'assurance à plus long terme ;
- une théorie plus ou moins abstraite et générale de la justice : indépendamment de leur propre intérêt (à court ou long terme), certains peuvent, par exemple, considérer que les inégalités sont inacceptables en tant que telles (éventuellement parce qu'elles résultent uniquement du fait que certains individus ont eu de la chance et d'autres non) ;
- un sentiment de solidarité nationale (ou autre) et de communauté de destin : une théorie générale de la justice n'explique pas, à elle seule, l'attitude envers la redistribution ; par exemple, les gens peuvent juger différemment les

inégalités entre pays (ou entre continents) et les inégalités au sein de leur propre pays : ils peuvent être (relativement) indifférents au sort des pays pauvres et, en revanche, se sentir très solidaires des personnes se trouvant dans leur propre pays en situation de précarité.

## 1.2. Influence du fractionnement identitaire et de l'intolérance sur la demande de redistribution : les effets « directs »

Quels sont les canaux par lesquels l'intolérance ou l'hostilité vis-à-vis des autres groupes religieux ou ethniques, un fractionnement identitaire ou un communautarisme accrus, peuvent agir sur les demandes individuelles de redistribution ?

- la baisse de la demande d'assurance : si la pauvreté et le chômage sont perçus comme des phénomènes frappant essentiellement certains groupes aux caractéristiques bien identifiées (nationalité, origine, religion), les individus ne possédant pas ces caractéristiques peuvent se sentir moins menacés par les risques de chômage ou de précarité, de même qu'ils peuvent craindre moins pour leurs propres enfants (dans la mesure où ceux-ci héritent de leurs caractéristiques). Par conséquent, ils peuvent réduire leur demande de redistribution, puisqu'ils seront moins enclins à réclamer une assurance sociale protectrice ;
- l'érosion du sentiment de solidarité nationale : si l'origine de la demande de redistribution réside en partie dans un sentiment de solidarité nationale et de destin partagé, la décomposition de la société en groupes distincts qui ne s'identifient pas les uns aux autres peut provoquer une certaine hostilité aux politiques de redistribution <sup>1</sup>,
- la remise en cause de l'utilité d'une politique publique de redistribution : si la pauvreté et le chômage sont perçus comme des phénomènes frappant essentiellement certains groupes, au sein desquels il existe par ailleurs des liens de solidarité forts, il est possible que, même si aucune hostilité n'existe à l'encontre de ces groupes, les gens puissent percevoir comme inutile une action de l'État. S'il existe une entraide au sein de ces groupes, l'aide publique devient moins indispensable.

---

1. Cet effet peut être accentué par la ségrégation géographique. Pour une étude du cloisonnement du territoire français voir, par exemple, Eric Maurin (2004).

### 1.3. Électorat pauvre et intolérant : choisir entre un vote « économique » et un vote « idéologique » ; les effets « indirects » de l'intolérance

Ainsi, l'intolérance – ou le cloisonnement – peut affecter le désir qu'a une société de partager ses richesses. Cependant, cet effet n'est pas le seul : des électeurs pauvres (votant traditionnellement pour des partis de gauche) mais relativement intolérants pourront préférer voter pour des partis plus conservateurs, diminuant ainsi les chances que des politiques de réduction des inégalités soient mises en place. En effet, le fonctionnement des institutions démocratiques est tel que les individus n'expriment pas leurs préférences sur chaque question prise isolément. En particulier, il n'y a pas un referendum (une consultation électorale) sur le niveau de redistribution souhaité, d'une part et un autre referendum sur les questions d'immigration (en Europe) ou de soutien aux minorités (aux États-Unis), d'autre part. Toutes ces décisions sont prises par des représentants élus, sur la base d'un programme où sont apportées simultanément des réponses à toutes (en théorie) les questions de société importantes. Ceci a pour conséquence qu'il est pratiquement impossible pour un électeur de se retrouver complètement dans le programme d'un candidat : il peut être en accord avec certains points du programme et en désaccord avec d'autres ; il lui faut donc nécessairement faire des compromis ou établir des priorités entre ces diverses questions. Ainsi, par la nature même des institutions démocratiques, les différentes questions sont liées entre elles : on ne peut comprendre les décisions collectives choisies concernant la redistribution en regardant les seules préférences des individus pour la redistribution, il faut également prendre en compte les autres questions de société. Pour le sujet qui nous intéresse, des électeurs pauvres et relativement intolérants peuvent préférer voter pour un parti plus conservateur, en dépit de ses propositions moins favorables en termes de redistribution ; ceci peut conduire à l'adoption de politiques moins enclines à diminuer les inégalités. Cet effet a été en particulier étudié par Roemer (1998). (Pour une présentation générale des modèles formalisés de compétition électorale et leurs prévisions en termes de politiques économiques, voir Persson et Tabellini, 2000 ou Roemer, 2001).

Le plan de l'article est le suivant. Dans une première partie, nous décrivons l'influence du fractionnement identitaire et de l'intolérance sur la demande de redistribution en nous concentrant sur les effets « directs ». Une étude de la taille potentielle de ces effets est réalisée sur la base de données d'enquêtes réalisées en France par le CEVIPOF (Centre d'études de la vie politique française, centre de recherche CNRS et Sciences Po). Dans une deuxième partie, nous nous intéressons aux effets indirects qui transitent par le jeu électoral. Là encore, après une description théorique de ces effets, nous tentons d'en évaluer l'importance en ayant



recours à des données électorales collectées par le CEVIPOF. Une dernière section conclut.

## 2. L'érosion de la solidarité nationale ?

La construction de l'État-providence et la mise en place de politiques sociales ambitieuses dans de nombreux pays européens ont reposé sur un sentiment important de solidarité nationale et de destin commun partagé. La fragmentation ethnique et culturelle et surtout les sentiments de xénophobie qui l'accompagnent peuvent éroder ce sentiment de solidarité nationale et réduire le soutien des citoyens à des politiques de redistribution des richesses ciblées sur les individus les plus démunis. Dans beaucoup de pays, les étrangers ou les descendants d'étrangers sont en effet significativement plus pauvres et exposés au chômage que les nationaux ou les individus dont la famille est établie de longue date sur le territoire. Ceci peut être dû à un niveau d'éducation ou de qualification sur le marché du travail plus faible, aux difficultés intrinsèques de s'adapter à un nouvel environnement économique et culturel ou à des discriminations rencontrées dans le pays d'accueil. Ceci peut également s'expliquer par le fait qu'ils acceptent des emplois peu rémunérés et peu valorisés socialement que les nationaux peuvent être plus réticents à occuper. Si ces minorités ethniques ou culturelles ne suscitent pas le même sentiment de sympathie que des nationaux placés dans la même situation, la présence de ces immigrés peut réduire le support des citoyens pour des politiques redistributives. Or, divers enquêtes et sondages suggèrent que ces minorités sont assez mal accueillies et que racisme et xénophobie ne sont pas des sentiments inexistantes en Europe.

### 2.1. Le sentiment xénophobe et les opinions concernant les immigrés et le système social en Europe

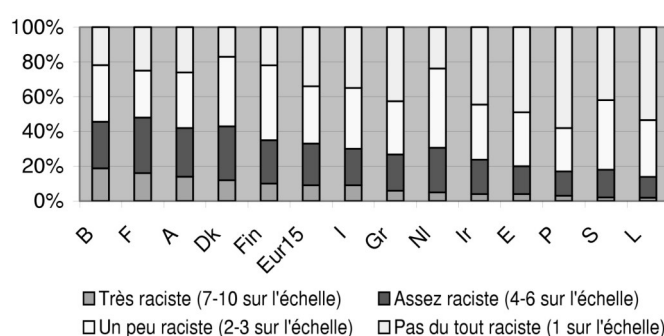
Les résultats de l'enquête Eurobaromètre n° 47.1 présentés à la conférence de clôture de l'année européenne contre le racisme qui s'est tenue au Luxembourg, en 1997, sont révélateurs à cet égard. Selon cette enquête, près de 33 % des personnes interrogées se déclarent « assez racistes » ou « très racistes ». Plus précisément, était posée dans cette enquête la question suivante : « certaines personnes ont le sentiment de ne pas être du tout racistes. D'autres ont le sentiment qu'elles sont très racistes. Pourriez-vous regarder cette carte<sup>2</sup> et donner le chiffre qui illustre

---

2. L'enquêteur présentait alors à l'enquêté une carte sur laquelle était représentée une échelle allant de 1 à 10.

vos propres sentiments à cet égard ? Si vous avez le sentiment que vous n'êtes pas du tout raciste, vous donnez un score de 1. Si vous avez le sentiment que vous êtes très raciste, vous donnez un score de 10. Les scores compris entre 1 et 10 permettent de dire dans quelle mesure vous vous rapprochez d'un côté ou de l'autre. » 16 154 personnes ont été interrogées dans les 15 pays alors membres de l'Union européenne. Parmi les personnes ayant répondu à cette question, 9 % donnent un score au moins égal à 7 et 33 % un score au moins égal à 4. En France, ces chiffres sont respectivement 16 et 48 %. Ils placent la France en deuxième position des pays les plus racistes, derrière la Belgique (resp. 22 % et 55 %) et juste devant l'Autriche (resp. 14 % et 42 %). Les pays où les scores de racisme sont les plus faibles sont le Luxembourg (resp. 2 % et 14 %), la Suède (resp. 2 % et 18 %) et le Portugal (resp. 3 % et 17 %). Cf. la figure 1 ci-dessous pour une description des résultats pays par pays.

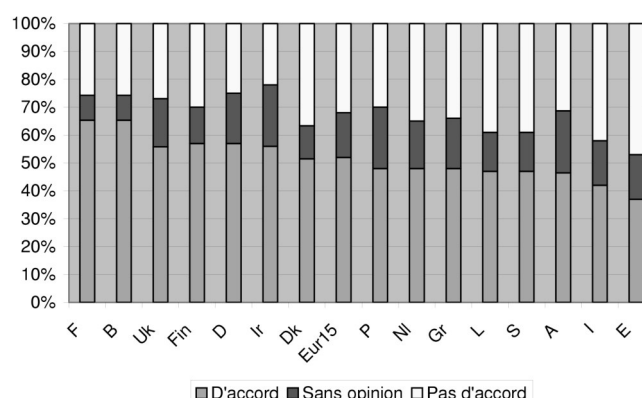
Figure 1 : *Degré de racisme exprimé, répartition par pays (Source : Eurobaromètre 47.1, 1997)*



Cette étude révèle que les personnes âgées et ayant des faibles niveaux d'éducation ont tendance à se déclarer plus racistes. Le fait d'être au chômage ne semble pas influencer la réponse ; en revanche, la peur de perdre son emploi ou le fait de se sentir insatisfait de sa situation actuelle est fortement corrélée avec l'expression de sentiments racistes.

Cette expression ouverte de sentiments racistes s'accompagne d'opinions très négatives quant à la présence d'immigrés sur les sols nationaux. La moitié (48 %) des personnes interrogées estime que « leur pays se porterait mieux sans la présence des immigrés venant des pays non membres de l'Union européenne » et 20 % sont favorables au renvoi systématique de tous les immigrés, en situation régulière ou non, venant de pays situés hors de l'Union européenne, ainsi que de leurs enfants, même si ceux-ci sont nés dans le pays d'accueil. Les deux tiers des personnes interrogées se déclarent d'accord avec l'opinion selon laquelle « notre pays a atteint ses limites, s'il y avait plus de personnes appartenant à ces groupes minoritaires, nous aurions des problèmes », ce chiffre atteignant 85 % en Grande-Bretagne, 82 % en Belgique et 79 % en Allemagne. La France se situe légèrement

Figure 2 : Réponses à la question : « Les personnes appartenant à ces minorités profitent du système social », répartition par pays (Source : Eurobaromètre 53, 2000)



au dessus de la moyenne européenne, avec 69 % de personnes se déclarant d'accord<sup>3</sup>.

Outre ces opinions globalement négatives concernant les étrangers ou les minorités, cette enquête a également fait ressortir des opinions négatives concernant l'usage fait par les minorités des biens publics ou de la sécurité sociale. En moyenne, en Europe, 53 % des personnes interrogées déclarent que « quand il y a trop d'enfants de ces groupes minoritaires dans les écoles, la qualité de l'éducation en souffre » et 44,5 % que « leur présence est une cause d'insécurité ». 63 % des personnes interrogées considèrent que « la présence de personnes appartenant à ces groupes minoritaires accroît le chômage ». Une très large majorité (79 %) considère que les personnes appartenant aux groupes minoritaires paient moins qu'elles ne réclament à la sécurité sociale. 59 % estiment qu'elles « abusent du système de prestation sociale ».<sup>4</sup> Ces divers résultats ont été confirmés et approfondis suite à l'enquête Eurobaromètre 2000. Dans cette enquête, les deux tiers des personnes interrogées en France (et en Belgique) considèrent que les individus appartenant aux minorités « profitent du système social », contre seulement 26 % des personnes qui ne sont pas d'accord (8 % ne se prononcent pas). La France recueille le taux de réponses négatives le plus élevé de tous les pays européens. Cf. la figure 2 ci-dessus pour une description des résultats pays par pays.

Quelles conséquences ces opinions très négatives peuvent-elles avoir sur l'ap-

3. Tous les pourcentages donnés dans ce paragraphe sont exprimés par rapport aux personnes qui répondent à la question, les non-réponses étant exclues.

4. Dans le même temps, l'opinion selon laquelle les personnes appartenant à ces minorités souffrent de discrimination sur le marché du travail est largement répandue, puisqu'elle est partagée par 70 % des personnes interrogées (avec de fortes variations selon les pays : 90 % en Grèce contre 39 % en Autriche. En France, cette proportion est de 72 %)

préciation que portent les citoyens sur le modèle social européen et leurs souhaits en matière de politiques sociales ?

Une première conséquence peut être de faire émerger le souhait de politiques sociales discriminantes entre différents groupes sociaux – en l’occurrence selon la nationalité. Ainsi, 43 % des personnes interrogées dans l’enquête Eurobaromètre 47.1 jugent que les immigrés venant de pays non membres de l’UE établis légalement devraient être renvoyés dans leur pays d’origine dès lors qu’ils sont au chômage. Certaines prestations ou aides pourraient être réservées aux seuls nationaux. Cependant, il ne semble pas que cette opinion soit majoritaire : 70 % des personnes interrogées considèrent que les immigrés devraient avoir les mêmes droits sociaux que les ressortissants du pays (toujours dans l’enquête Eurobaromètre 47.1). Notons néanmoins que ceci est contradictoire avec le chiffre précédemment mentionné de 43 % de personnes interrogées favorable au renvoi des immigrés légaux au chômage. Il semble que cela traduise une certaine ambivalence entre une affirmation assez générale de droits fondamentaux abstraits et des opinions beaucoup plus dures lorsqu’il s’agit de se prononcer sur des exemples de politiques concrets. De fait, certains pays ont choisi cette voix (par exemple, le Danemark). Cette option s’avère assez populaire dans nombre de pays (comme le montre l’exemple du principe de la « préférence nationale » défendu en France par le Front national).

Dans les pays où les politiques sociales ne sont pas discriminantes selon la citoyenneté, on peut imaginer que ces sentiments très négatifs concernant l’usage des prestations sociales par les immigrés puissent à terme amener certains individus à désirer globalement moins de redistribution. Que les immigrés soient perçus comme profitant sciemment du système d’aide ou en bénéficiant légitimement, mais sans que les citoyens ne se sentent solidaires de leur destin, peut conduire à une diminution du soutien pour des politiques sociales généreuses.

Avant d’explorer plus avant cette hypothèse, nous pouvons brièvement mentionner quelques études qui ont visé à quantifier le recours des immigrés aux prestations sociales, ainsi que leur contribution à l’économie du pays d’accueil.

## 2.2. Brève revue de quelques études sur le devenir des immigrants et leur recours aux prestations sociales dans les pays d’accueil

La quasi-totalité des études menées sur cette question l’a été dans les pays traditionnels d’immigration que sont les États-Unis, l’Australie et le Canada. De très nombreuses études ont été conduites sur ce thème aux États-Unis où le changement de composition des flux migratoires depuis les années 1960 a suscité de nombreux débats sur les bénéfices et coûts des politiques d’immigration. En effet, avant 1960, la grande majorité des immigrants venait d’Europe ou du Canada –

souvent plus de 90 % quand l'unité de temps est la décennie – alors que depuis 1980, moins de 12 % viennent d'Europe et du Canada et près de 85 % viennent d'Asie ou d'Amérique du Sud (cf. Bean *et al.*, 1997)<sup>5</sup>. Cette modification des pays d'origine s'accompagne d'un changement dans le niveau de qualification des migrants, les nouveaux arrivants étant moins qualifiés que ne l'étaient précédents (cf. Borjas, 1994). La question du recours aux politiques publiques d'assistance par les immigrés aux États-Unis est centrale dans la vie politique dans la mesure où la politique d'immigration en vigueur interdit explicitement l'entrée aux États-Unis d'immigrants qui seraient des « charges publiques ». Les études réalisées dans les années 1980 montrent que les immigrants n'y ont pas plus recours que les natifs en termes absolus. Elles accréditent même le fait, en regard du contrôle des caractéristiques démographiques ou familiales, qu'ils y ont plutôt moins recours (cf. Blau, 1984 ou Jensen, 1991). Cela n'est plus le cas à partir des années 1990, où le recours aux natifs augmente, tant en termes absolus que relatifs (Borjas 1994, 1995, ou Bean *et al.* 1997), même si c'est dans de faibles proportions. Par exemple, aux États-Unis, en 1990, la fraction des immigrés bénéficiant de l'assistance sociale est de 9,1 %, contre 7,4 % chez les personnes nées aux États-Unis (Borjas, 1994, tableau 12). Cependant, ces différences entre immigrés et personnes nées aux États-Unis s'expliquent par des caractéristiques observables comme l'âge ou la taille familiale, c'est-à-dire que les immigrés ne bénéficient pas plus de l'assistance sociale que les américains de souche présentant les mêmes caractéristiques socio-démographiques. Au Canada, Baker et Benjamin (1993) observent que les immigrés ont une probabilité plus faible d'avoir recours à l'assistance sociale que le canadien typique<sup>6</sup>.

Nous disposons de très peu d'enquêtes similaires en Europe. Citons néanmoins une étude récente effectuée en Suède par Hansen et Lofstrom. L'exemple de la

---

5. Aux États-Unis ont été mis en place, au cours des années 1920, des quotas par nationalités, visant à conserver l'équilibre ethnique des États-Unis de l'époque. Ainsi, 60 % des visas accordés l'étaient à des ressortissants de Grande-Bretagne ou d'Allemagne. Ces quotas ont été supprimés dans les années 1960 et le critère de rapprochement familial est devenu essentiel pour entrer aux États-Unis.

6. Une autre question fréquemment étudiée est celle des conséquences de l'immigration sur les salaires ou les taux d'emploi des populations locales. Les études empiriques disponibles portent essentiellement sur les États-Unis et ne montrent pas d'effet significatif. Par exemple, Card (1990) étudie l'impact de l'arrivée massive de Cubains sur les salaires des Américains de Miami. En avril 1980, Fidel Castro a autorisé les cubains qui le souhaitent à quitter le port de Mariel pour rejoindre les États-Unis. En cinq mois, 125 000 Cubains – généralement peu qualifiés – ont entrepris le voyage, augmentant de 7 % la population active de Miami. Card a étudié l'évolution entre 1980 et 1985 des salaires et des taux d'emploi observée pour les habitants de Miami – y compris pour les Cubains arrivés dans les deux décennies précédentes –, et ne trouve pas de différences significatives avec ceux observés dans les autres villes américaines comparables (Los Angeles, Houston ou Atlanta, par exemple) qui n'ont pas connu cet afflux massif d'immigrants. De même, Hunt (1992) constate peu d'impacts suite à l'arrivée de 900 000 personnes après l'indépendance de l'Algérie en 1962 et Carrington et de Lima (1994) rapportent des résultats similaires après avoir étudié l'arrivée au Portugal de 600 000 réfugiés suite à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola dans les années 1970.

Suède est significatif à cet égard, puisqu'il s'agit de l'un des pays au monde où les politiques sociales sont les plus généreuses. En Suède, entre 1983 et 1996, les dépenses consacrées à l'assistance sociale sont passées de 4,4 milliards de couronnes suédoises à 11,9 milliards. Dans le même temps, la proportion d'immigrés en Suède est passée de 7,6 % à 10,8 %. Dans le milieu des années 1990, les immigrants reçoivent la moitié des dépenses, alors qu'ils ne représentent qu'entre 10 et 11 % de la population. L'augmentation du taux de chômage est en partie responsable de cette hausse (de 1,7 % en 1990, il a atteint plus de 8 % en 1996). La population immigrée a été très largement touchée, puisque le taux de chômage y est passé de 4 % en 1990 à 23 % en 1996. Dans une étude menée sur des données de panel entre 1990 et 1996 (les mêmes personnes sont suivies d'une année sur l'autre), ces auteurs montrent que cette sur-représentation des populations immigrées parmi les bénéficiaires de l'assistance sociale ne s'explique pas par des caractéristiques observables, comme l'âge, le statut familial ou le niveau d'éducation (comme c'était le cas dans les études américaines), sans que l'étude puisse conclure à une discrimination subie sur le marché du travail ou au fait que les populations immigrées tendent à s'accommoder mieux que les autres de ces minima sociaux. Cette étude montre également que la durée passée dans le pays d'accueil tend à réduire le recours à l'assistance sociale (même si après 20 ans d'installation en Suède, le taux de recours à l'assistance sociale des immigrants reste encore de 8 à 10 points supérieur à celui des personnes nées en Suède). Les auteurs concluent que les résultats obtenus pour la Suède sont radicalement différents de ceux obtenus pour les États-Unis et expliquent cela par un possible effet d'auto sélection. Les immigrants qui choisissent de s'installer en Suède – pays au système très généreux – présentent peut-être des caractéristiques différentes à la fois en termes de qualification mais aussi d'ambition et de motivation que ceux partis s'installer au Canada ou aux États-Unis.

Il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude similaire pour la France à l'exception de quelques rares études partielles réalisées sur le sujet à la demande du gouvernement ou dans les enquêtes décennales sur la santé. Ainsi, Le Moigne et Lebon (2002) indiquent que les étrangers consomment plutôt moins de soins médicaux que les Français, mais plus d'allocations familiales et d'aide sociale. Concernant ce dernier point, cela reflète la réalité avérée selon laquelle les immigrants et les étrangers connaissent des situations économiques et sociales significativement plus difficiles que les Français ou les personnes nées en France. Les étrangers sont beaucoup plus touchés par le chômage, ainsi que le montrent les chiffres présentés dans le tableau 1 page suivante, extraits du recensement INSEE 1999 et cités par Le Moigne et Lebon (2002), qui indiquent les taux de chômage (au sens du BIT) pour différentes catégories de populations.

Cette grande vulnérabilité au chômage (près de 30 % des hommes actifs étrangers – c'est-à-dire travaillant ou cherchant un emploi – sont au chômage ainsi

Tableau 1 : *Taux de chômage par catégorie. (Source : Moigne et Lebon, 2002, d'après des chiffres INSEE, 1999)*

|                    | Hommes | Femmes | Ensemble |
|--------------------|--------|--------|----------|
| Français           | 10,2   | 14,3   | 12,1     |
| Ressortissants UE  | 10,5   | 13,3   | 11,7     |
| Etrangers hors UE  | 28,6   | 39,7   | 32,4     |
| Ensemble étrangers | 21,9   | 28,0   | 24,2     |
| Total              | 11,0   | 15,0   | 12,8     |

que 40 % des femmes actives étrangères) est apparue au début des années 1980. Elle s'explique entre autres par la sur-représentation des étrangers dans les professions les plus durement touchées par la modernisation de l'appareil de production et les délocalisations (la moitié des étrangers sont des ouvriers, contre seulement un quart des Français).

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le fait que les immigrés soient perçus comme profitant sciemment du système d'aide ou en bénéficient légitimement malgré l'absence de solidarité des citoyens à leur égard, peut conduire à une diminution du soutien pour des politiques sociales généreuses.

### 2.3. Une brève revue de la littérature économique sur cet effet d'affaiblissement du lien social

Alesina, Glaeser et Sacerdote (2001), dans un article intitulé « Why doesn't the US have a European-style welfare system » (« Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas un système social de type européen ? »), défendent la thèse selon laquelle une partie de la réponse à cette question est à chercher dans l'histoire troublée des relations raciales aux États-Unis. La minorité noire y est significativement plus pauvre que la majorité blanche et celle-ci a tendance à assimiler aides aux plus démunis et aides aux Noirs, lesquelles – à cause du racisme ou des préjugés prévalant – ne sont pas nécessairement populaires. Selon ces auteurs, la plus grande homogénéité ethnique de l'Europe a permis la mise en place de politiques sociales plus généreuses en faveur des individus les plus pauvres. Ils étayent leur argument par une étude internationale établissant une corrélation négative entre le niveau des dépenses sociales dans un pays et son degré de « fractionnement ethnique » (ils définissent le « fractionnement ethnique » comme la probabilité que deux individus tirés au hasard dans la population soient de races différentes). Autrement dit, statistiquement, plus un pays est hétérogène, moins la part du PNB consacrée aux dépenses sociales dans ce pays est importante (en contrôlant pour

le PNB par tête, le type de régime politique, la pyramide des âges et en incluant des indicateurs géographiques)<sup>7</sup>.

Luttmer (2001), dans un article intitulé « Group loyalty and the taste for redistribution » (« Loyauté vis-à-vis de son groupe et opinions en matière de redistribution »), s'intéresse à la manière dont les opinions en matière de redistribution varient aux États-Unis en fonction de l'environnement ethnique des individus. Il utilise des données d'enquêtes individuelles (General Social Survey) sur les années 1972-1993, en retenant en particulier une question relative au jugement que les individus portent sur le système d'aides sociales aux États-Unis. Il montre que les individus ont d'autant plus tendance à être favorables à des politiques d'aide sociale généreuses que la proportion de bénéficiaires de leur race (c'est-à-dire Blanc ou Noir) est importante. Ce résultat reste vrai quel que soit l'échelon géographique auquel est calculée cette proportion (état, ville, quartier). On pourrait penser que cet effet n'a rien à voir avec une solidarité renforcée au sein de chaque groupe ethnique (en comparaison à une solidarité inter-groupe). En effet, ce résultat pourrait s'expliquer par un simple motif égoïste d'assurance : les individus vivant dans un endroit où les personnes du même groupe ethnique sont plus nombreuses à recourir aux minima sociaux peuvent être amenés à penser qu'ils ont objectivement plus de chance d'y recourir un jour (du fait que les discriminations sur le marché du travail y sont plus importantes qu'ailleurs, par exemple). Tel n'est pas le cas selon l'auteur et l'on retrouve le même effet chez les individus les plus à l'aise financièrement, malgré leur faible risque de se retrouver un jour dans une situation de détresse économique. L'auteur attribue donc cet effet à un sentiment de solidarité renforcée envers les membres de son propre groupe ethnique et conclut ainsi : « il semble qu'aux États-Unis les préférences interpersonnelles transforment les hétérogénéités ethniques en différences de redistribution. » (*Interpersonal preferences seem to transform differences in racial composition into differences in redistribution within the United States*, page 502.)

Intéressons nous maintenant à l'étude des relations entre sentiment anti-immigrés et opinions en matière de redistribution en France.

## 2.4. Les relations entre sentiment anti-immigrés et opinions en matière de redistribution en France

La démarche est la suivante. Nous avons utilisé des données d'enquête recueillies par le CEVIPOF lors des campagnes présidentielles de 1988, 1995 et 2002, auprès d'un grand nombre d'individus (4 032 en 1988, 4 078 en 1995 et 10 138 en 2002). Les questionnaires comportent, notamment, des questions relatives aux

---

7. Voir aussi sur ce sujet le livre d'Alesina et Glaeser, 2004.



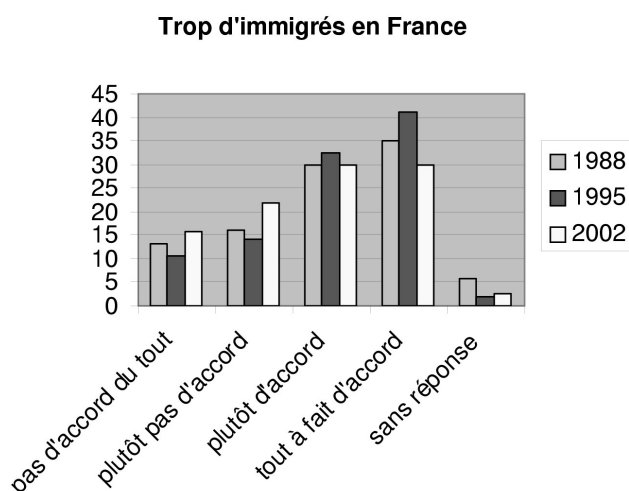
opinions en matière de politique économique et en matière d'immigration. Notre objectif est de voir comment ces opinions ont évolué – et, en particulier, comment ont évolué les liens entre ces types d'opinions. Les personnes les plus hostiles aux immigrés sont-elles également les moins favorables à des politiques sociales généreuses ? Ou est-ce le contraire ? Et si l'on met en évidence un lien entre ces deux types d'opinions, quelle part peut-être interprétée comme une causalité – du type de celle sous-jacente dans le concept d'affaiblissement du lien social décrit plus haut (c'est *parce que* les gens sont hostiles aux immigrés qu'ils sont défavorables à des politiques sociales généreuses) ?

Concernant les opinions en matière d'immigration, nous avons recours à la question suivante :

« Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante : “Il y a trop d'immigrés en France ?” »

La distribution des réponses est donnée dans la figure 3 ci-dessous. Une assez large majorité des personnes interrogées (entre 60 et 70 % selon les années) est d'accord avec l'assertion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France. La distribution des réponses est assez stable au cours du temps, avec un pic d'opinions défavorables en 1995.

Figure 3 : Répartition des réponses à la question : « Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante : “Il y a trop d'immigrés en France ?” » (Source : enquête CEVIPOF 1988, 1995 et 2002).



Ces opinions en matière d'immigration sont-elles corrélées aux opinions en

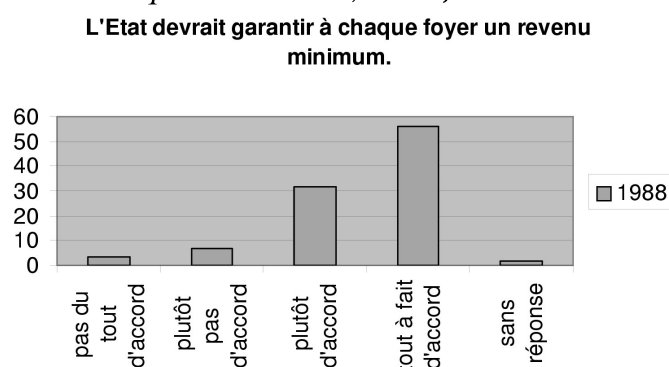
matière de redistribution ? Pour évaluer les opinions en matière de redistribution, nous utilisons la question suivante pour l'année 1988.

« Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la phrase suivante : "L'État devrait garantir à chaque foyer un revenu minimum" ? »

La distribution des réponses à cette question est présentée sur la figure 4.

Une majorité de personnes est tout à fait d'accord avec cette affirmation, et seulement 10 % ne partage pas ce point de vue (soit pas du tout d'accord, soit plutôt pas d'accord)<sup>8</sup>.

Figure 4 : Répartition des réponses à la question : « Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la phrase suivante : "L'État devrait garantir à chaque foyer un revenu minimum" ? » (Source : enquête CEVIPOF, 1988).

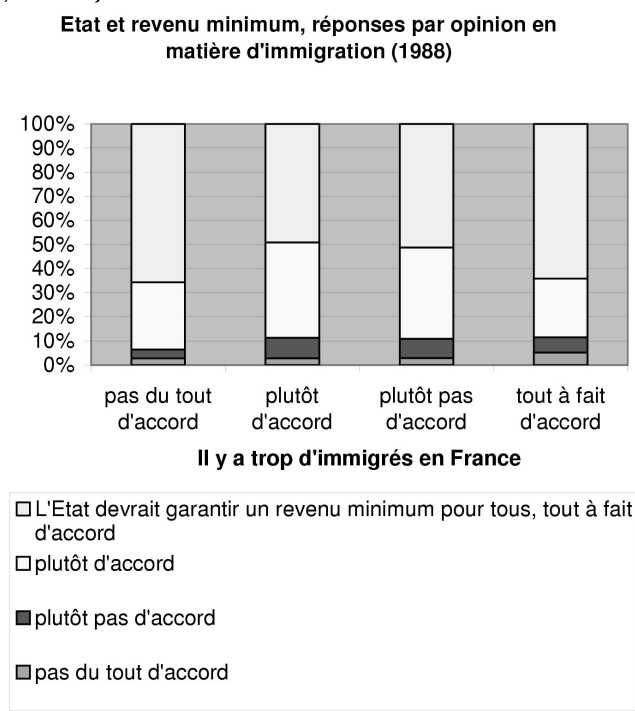


Comment cette distribution des réponses varie-t-elle en fonction des réponses à la question concernant les immigrés ? La figure 5 page suivante apporte la réponse – en omettant les individus qui n'ont pas répondu à l'une des deux questions.

Ce graphique montre que la proportion de gens qui ne sont pas d'accord (plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord) avec l'instauration par l'État d'un revenu minimum croît – très faiblement – au fur et à mesure que les individus expriment des sentiments plus négatifs vis-à-vis des immigrés. Quant à la proportion de gens qui se déclarent tout à fait d'accord avec l'instauration d'un revenu minimum, elle est maximale au sein des groupes de personnes qui expriment les opinions extrêmes en matière d'immigration (soit qu'ils sont tout à fait d'accord avec l'opinion selon laquelle il y a trop d'immigrés, soit qu'ils sont pas du tout d'accord avec cette assertion).

8. Pour d'autres études sur les opinions concernant la redistribution en France, voir par exemple Piketty (1999) ou Boarini (2004).

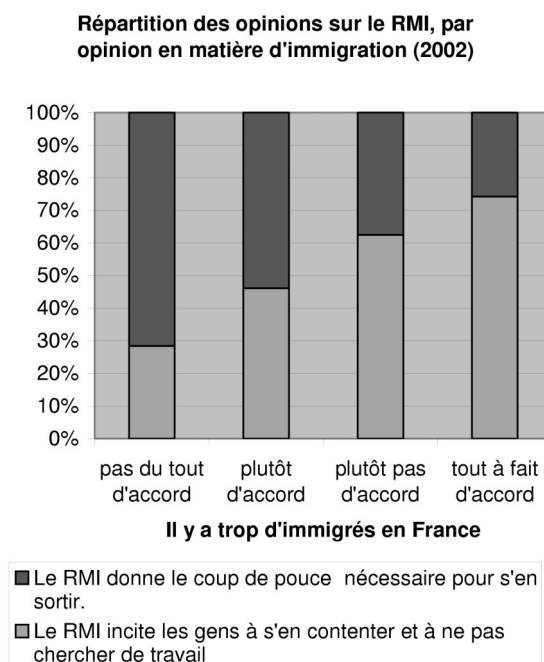
Figure 5 : Répartition des réponses à la question : « Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante : "L'État devrait garantir à chaque foyer un revenu minimum" ? » par catégorie de réponse à la question « Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante : "Il y a trop d'immigrés en France" ? » (Source : enquête CEVIPOF, 1988).



Avant d'essayer d'interpréter ces relations, nous présentons une description similaire des opinions en matière de redistribution pour l'année 2002. Pour l'année 2002, nous ne disposons pas de la question concernant l'obligation de l'État de fournir à tous un revenu minimum. En effet, entre les deux enquêtes, le RMI (Revenu minimum d'insertion) a été créé<sup>9</sup>. En 2002, une question précise sur le

9. La création du RMI est annoncée dans le discours de Michel Rocard devant l'Assemblée nationale le 29 juin 1988 dans les termes suivants : « (...) L'espoir c'est aussi permettre à ceux qui sont les plus durement frappés, que notre société laisse partir à la dérive, que la marginalité guette, d'avoir droit à une deuxième chance. Tel est le sens profond du revenu minimum d'insertion. Instaurer un droit au revenu minimum est une innovation d'une portée considérable. (...) La solidarité n'est pas la bonne conscience de la modernisation, elle est la condition de sa réussite. Parce qu'elle donne tout son sens au respect de l'autre, au respect de la dignité humaine. Oh, certes, le montant de l'aide sera insuffisant au regard du souhaitable. Mais il offrira à tous ceux qui en disposeront une nouvelle chance, un nouvel espoir. Une chance d'échapper à la misère. Une chance de retrouver sa place dans le monde des autres. C'est pourquoi le revenu minimum doit être étroitement lié à un effort d'insertion. (...) Il nous faudra également veiller à ce que cette réforme atteigne bien ses buts, sans créer des abonnés de l'assistance, sans négliger la volonté tenace de l'insertion. (...) Le financement du revenu minimum d'insertion sera

Figure 6 : Répartition des opinions sur le RMI, par opinion en matière d'immigration (Source : enquête CEVIPOF, 2002)



RMI permet de savoir si les personnes enquêtées en ont plutôt une vision positive ou négative.

« Au sujet du Revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :

- cela risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail ;
- cela donne le coup de pouce nécessaire pour s'en sortir ? »

8 % des personnes interrogées se déclarent sans opinion. Parmi celles qui répondent 57 % se disent plutôt d'accord avec la première affirmation, selon laquelle les personnes au RMI ont tendance à se contenter de la situation : ce qui traduit globalement une opinion assez négative<sup>10</sup> à l'égard de ce dispositif une douzaine d'années après sa mise en place.

Comment les opinions sur le RMI varient-elles en fonction des opinions sur les immigrés ? La réponse est fournie sur la figure 6 ci-dessus.

Ces opinions sont très fortement corrélées : plus les personnes interrogées pensent qu'il y a trop d'immigrés, plus elles ont un avis négatif sur le RMI. Parmi

assuré pour partie par le rétablissement d'un impôt sur la fortune. Il faut ici lever toute équivoque : l'impôt sur la fortune est une contribution de solidarité, pas une revanche contre les riches. »

10. En admettant que le fait de ne pas chercher de travail soit perçu comme un comportement répréhensible (ce que sous-entend la formulation de la question).

les personnes qui ne sont pas du tout d'accord avec l'assertion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France, moins de 30 % ont un avis négatif sur le RMI. Ce pourcentage atteint plus de 70 % parmi les gens qui sont tout à fait d'accord avec l'assertion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France.

Nous observons, au terme de cette description, que la dépendance entre opinions en matière de redistribution et opinions en matière d'immigration est beaucoup plus forte en 2002 qu'en 1988.

Il est possible que cette dépendance accrue trouve des explications d'ordre social – centrées autour de cette remise en cause des fondements de la solidarité. Selon l'hypothèse de l'érosion du lien social, depuis une quinzaine d'années, les inégalités économiques entre groupes ethniques sont devenues plus importantes – sinon plus visibles – en France. De ce fait, les politiques d'aide aux personnes en situation précaire sont perçues par une fraction croissante de la population comme bénéficiant de manière disproportionnée aux immigrés. Ce qui réduit globalement le soutien populaire à de telles politiques.

Naturellement, l'interdépendance des opinions peut avoir d'autres explications et la dépendance, naturellement, n'exprime pas nécessairement une relation de causalité. Le fait qu'en 2002 les gens qui pensent qu'il y a trop d'immigrés aient tendance plus que les autres à avoir un avis négatif sur le RMI ne signifie pas nécessairement que c'est pour cette raison qu'ils ont tendance plus que les autres à avoir un avis négatif sur le RMI – comme le principe d'érosion de la solidarité énoncé plus haut le stipulerait. Passons en revue quelques éléments susceptibles d'expliquer cette interdépendance.

### L'explication par les caractéristiques socio-démographiques individuelles

Les opinions en matière d'immigration et de redistribution peuvent dépendre des mêmes caractéristiques socio-démographiques des individus, lesquelles les expliqueraient.

Par exemple, les jeunes sont à la fois plus tolérants vis-à-vis des immigrés (peut-être parce qu'ils sont plus éduqués) et plus favorables à la redistribution (peut-être parce qu'ils sont plus touchés par le chômage). En effet, quand on découpe la population enquêtée en quatre classes d'âge (moins de 30 ans, 31-44 ans, 45-59 ans, plus de 60 ans), les données révèlent qu'au sein de ces classes d'âge, la proportion d'individus émettant un avis positif quant au RMI est respectivement de 52 %, 46 %, 43 % et 33 % et la proportion d'individus étant tout à fait d'accord avec l'assertion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France est respectivement de 15 %, 23 %, 36 % et 44 %. Si le caractère « âge » explique à la fois les opinions en matière d'immigration et de redistribution, on peut observer une corrélation positive entre tolérance vis-à-vis des immigrés et avis favorable relativement au

RMI sans que cela n'ait à voir avec une causalité. Ces deux opinions ont seulement dans ce cas-là une origine commune (c'est-à-dire sont expliquées par le même facteur – ici l'âge).

### Les facteurs d'ordre psychologique ou psychanalytique

Il est également possible que cette cause commune ne soit pas un facteur démographique ou social « observable » simplement dans les données (comme l'âge, le sexe ou le revenu) mais une composante psychologique plus complexe.

Par exemple, comme le rappelle Mayer (2002), les travaux d'Adorno dans les États-Unis d'après guerre mettent en évidence la forte cohérence des opinions individuelles à l'égard des minorités (quand il y a hostilité à l'égard d'un groupe, il y a de grandes chances pour qu'il y ait hostilité à l'égard des autres minorités) et la corrélation très importante entre l'ethnocentrisme et l'autoritarisme (rêve d'un monde hiérarchique où règne l'ordre). D'après Adorno qui privilégie les explications d'ordre psychanalytique, la relation avec un parent fortement dominateur induit chez l'enfant une personnalité autoritaire qui nie l'égalité, ce qui engendre ethnocentrisme (un groupe ethnique domine les autres – sinon sur le plan racial du moins sur le plan culturel) et rejet des normes égalitaires de la démocratie (dont un exemple parfait est donné dans « L'enfance d'un chef » dans *Le Mur* de Jean-Paul Sartre). On peut adapter l'argument d'Adorno pour proposer une explication de la forte corrélation entre les opinions en matière d'immigration et les opinions en matière de redistribution de redistribution : une certaine aversion à l'égalité pousserait les individus à l'ethnocentrisme et au refus de l'égalité économique.

Autre exemple de déterminant psychologique : on peut défendre la thèse selon laquelle des individus sont, de manière générale, plus méfiants que d'autres (on ne s'intéresse pas ici aux déterminants psychologiques qui ont pu conduire à ce trait de caractère) ; ces individus auront tendance à se méfier plus que les autres de l'étranger et aussi à suspecter les RMIstes de « profiter du système ». Cela peut expliquer la corrélation sans faire intervenir de causalité. Le recours à l'analyse économétrique peut nous permettre de tester si la corrélation demeure lorsque l'on prend en compte ces autres explications possibles. Des tests économétriques que nous ne reportons pas ici montrent qu'en 2002, les opinions en matière d'immigration ont toujours un pouvoir explicatif important lorsqu'il s'agit d'expliquer l'opinion relative au RMI, même lorsque l'on vérifie d'autres variables (âge, sexe, revenu, éducation, opinion quant à la corruption des hommes politiques, sentiment sur la sécurité personnelle<sup>11</sup>). En revanche, en 1988 la relation est plus ténue,

---

11. Ces deux dernières questions peuvent donner une idée approximative de la « confiance », en général, de l'individu – dans les institutions, dans les gens auprès desquels il vit...

et s'estompe d'avantage lorsque l'on ajoute d'autres variables explicatives.<sup>12</sup>

En conclusion de cette partie sur l'affaiblissement du lien social, il nous semble bien que les opinions en matière d'immigration influencent aujourd'hui les opinions en matière de redistribution de manière significative – chose qui n'était pas vraie il y a une quinzaine d'années. Même s'il ne s'agit pas de causalité, il est à peu près certain qu'on observe aujourd'hui une interdépendance entre ces opinions. Quoi qu'il en soit, cette observation appelle d'autres études pour comprendre plus avant la nature de ce lien et pour aider, si besoin, à repenser la nature du lien social et de la solidarité qui nous unissent.

### 3. Électorat pro-redistribution et anti-immigration : le choix entre un vote « économique » et un vote « idéologique » ou les effets « indirects » de l'intolérance

Nous venons de voir comment certains sentiments négatifs à l'égard des immigrés pouvaient modifier les perceptions qu'ont les citoyens de la solidarité nationale et influencer leurs opinions en matière de politique de réduction des inégalités. La question des politiques d'immigration – en tant que dimension de plus en plus structurante de la vie politique française – peut également influencer sur les choix faits en matière économique de manière plus indirecte. En effet, dans un pays démocratique, où les décisions sont prises par des représentants élus, l'émergence d'un nouvel enjeu, bouleversant les fidélités traditionnelles des électeurs, modifiant le rapport de forces existant entre les partis ou entre les courants au sein d'un même parti, permettant l'apparition et l'affirmation de nouveaux partis structurés essentiellement autour de cette nouvelle question de société, peut indirectement affecter les choix faits par le pays en matière économique.

Ces effets sont naturellement d'une grande complexité et notre ambition n'est pas ici de les étudier de manière exhaustive. Plus modestement, il s'agira de proposer quelques cadres d'analyse qui permettent de comprendre les mécanismes mis en œuvre.

---

12. Nous renvoyons le lecteur intéressé par plus de détails à un article que nous avons écrit en 2005. Il présente quelques tests économétriques de cette nature.

### 3.1. Un exemple simple de dilemme vote « économique » / vote « idéologique »

À titre de première illustration, considérons l'exemple simple suivant, qui montre comment l'émergence de la question de l'immigration peut affecter les choix faits démocratiquement par un pays en matière économique.

Initialement, supposons que l'unique ligne de clivage qui partage l'électorat soit celle départageant les électeurs souhaitant une redistribution des richesses importante de ceux qui, au contraire, souhaitent des dépenses publiques et des transferts sociaux modestes. Considérons, pour simplifier l'analyse, le cas très simple où le choix de la politique est binaire : soit est mise en place une politique sociale ambitieuse (option A), soit elle n'existe pas (option B) ; mais, à ce stade, nous ne nous intéressons pas au degré de redistribution mis en œuvre. Les électeurs se partagent alors simplement en deux camps : ceux qui préfèrent l'option A et ceux qui, au contraire, choisissent l'option B. Si les électeurs ont à choisir entre deux partis politiques, l'un qui se fait l'avocat de l'option A (notons pour faire simple ce parti « parti de gauche ») et l'autre celui de l'option B (notons-le « parti de droite »), on peut s'attendre à ce que le parti de gauche ait d'autant plus de chances d'être élu que la fraction des électeurs qui préfèrent l'option A à l'option B est grande.

Maintenant supposons que l'enjeu de l'immigration fasse son entrée dans le débat politique et que ces deux partis aient également à se prononcer sur leurs intentions en matière de politique d'immigration : soit accueillir davantage d'immigrés (option a) soit au contraire mettre en place des politiques plus restrictives (option b). Supposons que, pour des raisons idéologiques ou électoralistes – auxquelles nous ne nous intéresserons pas pour le moment –, le parti qui défendait traditionnellement l'option A en matière de redistribution (parti de gauche) soit amené à défendre l'option a en matière d'immigration tandis que le parti qui défendait traditionnellement l'option B en matière de redistribution (parti de droite) soit amené à défendre l'option b en matière d'immigration. Pour les électeurs, choisir entre ce parti de gauche et ce parti de droite revient à choisir entre le couple d'options (A,a) et le couple (B,b). Que vont faire les électeurs confrontés à ce choix ? Pour les électeurs qui préfèrent à la fois A à B et a à b, le choix est simple, ils voteront à gauche. De même pour ceux qui préfèrent à la fois B à A et b à a : ils voteront au contraire à droite. Ces électeurs sont en accord parfait avec l'ensemble du programme proposé par le parti qu'ils soutenaient auparavant. Un dilemme se posera en revanche pour les électeurs qui préfèrent à la fois A à B et b à a (ou de manière symétrique, pour ceux qui préfèrent à la fois B à A et a à b). Pour ces électeurs, aucun parti ne propose de programme idéal, ils vont donc devoir hiérarchiser l'importance qu'ils accordent aux deux questions : accepter une politique qu'ils n'approuvent pas en matière d'immigration pour pouvoir soutenir une politique de redistribution conforme à leurs attentes – ou le contraire.



Dans ce contexte, quels sont les électeurs qui vont voter pour le parti de gauche ? Ils se répartissent en trois catégories :

- ceux qui veulent à la fois plus de redistribution et une politique d'immigration plus accueillante – ils sont en accord avec tous les points du programme de gauche et votaient déjà à gauche lorsque la question économique était l'unique enjeu de la campagne ;
- ceux qui parmi les électeurs de type Ab – ceux qui veulent à la fois plus de redistribution et une politique d'immigration plus restrictive et ne sont donc en accord avec le parti de gauche que sur la question économique – et qui accordent plus de poids aux questions de redistribution et préfèrent Aa à Bb ;
- ceux qui parmi les électeurs de type Ba – ceux qui veulent à la fois moins de redistribution et une politique d'immigration plus accueillante et ne sont donc en accord avec le parti de gauche que sur la question de l'immigration – et qui accordent plus de poids aux questions relatives à l'immigration et préfèrent Aa à Bb. Ces électeurs-là votaient pour le parti de droite lorsque la question économique était le seul enjeu de la campagne électorale.

Quand on compare cette situation à celle initialement décrite où les questions de redistribution étaient l'unique enjeu de la campagne électorale, il apparaît que le parti de gauche va perdre des voix consécutivement à l'irruption dans le débat d'un nouvel enjeu si le nombre d'électeurs perdus (les électeurs de type Ab qui accordent plus de poids aux questions relatives à l'immigration et préfèrent Bb à Aa) est supérieur au nombre d'électeurs gagnés (les électeurs de type Ba qui accordent plus de poids aux questions relatives à l'immigration et préfèrent Aa à Bb). Pour savoir quel parti va gagner électoralement à l'émergence de ce nouvel enjeu, il faut donc comparer la taille de la population des électeurs pro-redistribution anti-immigration qui jugent la question de l'immigration suffisamment importante pour faire défection à gauche et voter à droite à celle de la population des électeurs anti-redistribution pro-immigration qui jugent la question de l'immigration suffisamment importante pour faire défection à droite et voter à gauche.

On voit donc que l'effet du nouvel enjeu sur les probabilités de victoire des différents partis, et donc sur les probabilités de mise en œuvre des différentes politiques en matière de redistribution, dépend de la manière dont les préférences se distribuent au sein de l'électorat.

### 3.2. Évaluation de cet effet dilemme sur données d'enquêtes individuelles – année 1995

Pour avoir une idée du signe et de l'ampleur, en France, de l'effet décrit dans l'exemple ci-dessus, nous pouvons utiliser les données d'enquêtes électorales re-

Tableau 2 : Réponses à la question : « Pour chacun de ces problèmes – protection sociale, pouvoir d'achat et salaires, chômage, exclusion, immigration, sécurité des personnes –, quel est le candidat qui vous a paru proposer la meilleure option ? » (Source : enquête CEVIPOF, 1995).

|                        | AL | RH | LJ | DV | JC | EB | PV | JMLP | aucun | sans rép. |
|------------------------|----|----|----|----|----|----|----|------|-------|-----------|
| Protection sociale     | 6  | 8  | 35 | 1  | 21 | 8  | 1  | 2    | 6     | 12        |
|                        | 50 |    |    |    | 30 |    |    | 2    |       |           |
| Pouvoir achat/salaires | 7  | 9  | 28 | 1  | 26 | 8  | 1  | 2    | 7     | 11        |
|                        | 45 |    |    |    | 35 |    |    | 2    |       |           |
| Chômage                | 4  | 5  | 24 | 1  | 32 | 8  | 1  | 3    | 12    | 10        |
|                        | 34 |    |    |    | 41 |    |    | 3    |       |           |
| Exclusion              | 5  | 6  | 24 | 2  | 23 | 4  | 1  | 7    | 11    | 17        |
|                        | 37 |    |    |    | 28 |    |    | 7    |       |           |
| Immigration            | 1  | 2  | 17 | 1  | 17 | 4  | 4  | 34   | 9     | 12        |
|                        | 21 |    |    |    | 25 |    |    | 34   |       |           |
| Sécurité des personnes | 1  | 3  | 18 | 0  | 24 | 8  | 3  | 14   | 11    | 16        |
|                        | 22 |    |    |    | 35 |    |    | 14   |       |           |

cueillies par le CEVIPOF qui contiennent à la fois des questions sur le vote des enquêtés, ainsi que des questions relatives à leurs opinions sur diverses questions économiques ou de société. Pour l'année 1995, nous disposons de la question suivante<sup>13</sup> :

« Pour chacun de ces problèmes – protection sociale, pouvoir d'achat et salaires, chômage, exclusion, immigration, sécurité des personnes, quel est le candidat qui vous a paru proposer la meilleure option ? »

La répartition des réponses des personnes enquêtées est donnée dans le tableau 2 ci-dessus. Plus précisément, pour chacun des problèmes considérés, est exprimé le pourcentage de personnes qui ont choisi les diverses réponses possibles : donner le nom du candidat apportant la meilleure réponse (AL est Arlette Laguiller, RH est Robert Hue, LJ est Lionel Jospin, JC est Jacques Chirac, EB est Edouard Balladur, PV est Philippe de Villiers, JMLP est Jean-Marie Le Pen), déclarer qu'aucun candidat ne donne de bonne réponse (colonne « aucun »), ne pas répondre (colonne « sans rép. »).

Les candidats de gauche et, en particulier, Lionel Jospin, apparaissent convainquants sur les questions économiques, mais peinent à être considérés comme des candidats satisfaisants sur les questions d'immigration et de sécurité. Jacques Chirac, au contraire, apparaît comme crédible dans tous les domaines. Jean-Marie Le Pen réalise un score très faible sur les questions économiques, mais plus d'un

13. Nous choisissons de mener l'analyse sur l'année 1995 parce que, pour les autres années, nous ne disposons pas d'une telle question demandant aux personnes interrogées de nommer le candidat qui leur semble présenter la meilleure option sur un ensemble de questions de société ou économiques.

tiers des personnes interrogées jugent qu'il apporte les meilleures réponses aux questions relatives à l'immigration.

Pour avoir une idée de l'effet « dilemme » décrit plus haut, il faut avoir une idée du nombre de personnes divisées dans leur appréciation des meilleurs candidats, c'est-à-dire qui préfèrent un parti de gauche pour les questions économiques et un parti de droite pour les questions immigration/sécurité ou l'inverse. Pour faire cet exercice, nous sélectionnons deux questions économiques (le chômage et l'exclusion) et la question relative à l'immigration<sup>14</sup>. On peut alors décomposer la population des individus enquêtés en six catégories, selon qu'ils approuvent un parti de gauche ou un parti de droite sur les questions d'immigration et selon qu'ils approuvent un parti de droite sur les deux questions économiques retenues (le chômage et l'exclusion), un parti de droite sur seulement une de ces deux questions ou un parti de gauche sur ces deux questions. Dans le tableau 3 ci-dessous, nous avons retenu sous le label général « candidat de droite » les candidats de la droite modérée (Jacques Chirac, Edouard Balladur et Philippe de Villiers) et le candidat de l'extrême-droite (Jean-Marie Le Pen). Le tableau donne le pourcentage d'enquêtés présents dans chacune de ces six catégories.

Tableau 3 : *Répartition des enquêtés en fonction de l'appartenance politique du candidat qu'ils citent comme apportant la meilleure solution à divers problèmes. (Source : enquête CEVIPOF, 1995). Note : 2 405 observations.*

|  |  |  |  |          |
|--|--|--|--|----------|
| Immigration : cite un candidat de droite | 11 %                                     | 16 %   | 44 %                                     | 71 %     |
| Immigration : cite un candidat de gauche | 24 %                                     | 3 %  | 1 %                                      | 29 %     |
| Ensemble                                 | 35 %                                     | 19 %   | 46 %                                     | 100 %    |
|  | Économie : cite deux candidats de gauche | Économie : cite un candidat de gauche et un candidat de droite | Économie : cite deux candidats de droite | Ensemble |

14. Les réponses aux différentes questions relative à l'économie (protection sociale, pouvoir d'achat et salaires, chômage, exclusion) sont assez fortement corrélées, mais pas parfaitement ; c'est pourquoi nous sélectionnons deux questions pour décrire les opinions des électeurs en matière économique. Les réponses concernant l'immigration et la sécurité sont très corrélées : seulement 5 % des personnes ayant répondu aux deux questions concernant l'immigration et la sécurité pensent qu'un candidat de gauche apporte de meilleures réponses aux questions d'immigration et qu'un candidat de droite est meilleur en matière de sécurité, et 8 % des personnes ayant répondu aux deux questions concernant l'immigration et la sécurité pensent qu'un candidat de droite est meilleur sur les questions d'immigration et qu'un candidat de gauche est meilleur sur les questions de sécurité.

À titre d'exemple, dans la deuxième cellule de la première ligne, 11 % des personnes (ayant répondu aux trois questions) préfèrent des candidats de gauche pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préfèrent un candidat de droite pour les questions relatives à l'immigration. À l'inverse, seulement 1 % des personnes interrogées préfère des candidats de droite pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais un candidat de gauche pour les questions relatives à l'immigration.

Ces chiffres suggèrent que le dilemme concerne essentiellement des électeurs qui soutiennent des candidats de gauche sur les questions économiques et un candidat de droite pour les questions d'immigration (plutôt que des électeurs dans la position symétrique, soutenant des candidats de droite sur les questions économiques et un candidat de gauche pour les questions d'immigration).

Puisque l'on dispose également des décisions de vote de ces électeurs, on peut regarder comment est résolu le dilemme, pour ces électeurs qui optent pour des candidats de sensibilité différente en fonction des différents enjeux. Le tableau 4 donne, pour chacune de ces catégories :

- le pourcentage d'électeurs ayant voté pour un parti de gauche, pour un parti de droite et pour le parti d'extrême-droite au premier tour de l'élection présidentielle (première ligne de chaque cellule) ;
- le pourcentage d'électeurs ayant voté pour le candidat de gauche (Lionel Jospin) et pour le candidat de droite (Jacques Chirac) au second tour de l'élection présidentielle (deuxième ligne de chaque cellule)

Tableau 4 : *Vote de premier tour (gauche/droite/extrême-droite) et de second tour (gauche/droite) en fonction de l'appartenance politique du candidat cité comme apportant la meilleure solution à divers problèmes. (Source : enquête CEVIPOF, 1995). Note : 2 065 observations pour le vote de premier tour et 2 055 observations pour le vote de deuxième tour.*

|  |  |  |  |                         |
|--|--|--|--|-------------------------|
| Immigration : cite un candidat de droite | 78 - 9 - 12<br>85 - 15                   | 31 - 47 - 22<br>41 - 59  | 6 - 77 - 18<br>7 - 93                    | 22 - 60 - 18<br>26 - 74 |
| Immigration : cite un candidat de gauche | 97 - 2 - 0<br>98 - 2                     | 62 - 34 - 4<br>74 - 26   | 22 - 74 - 4<br>29 - 71                   | 91 - 8 - 1<br>93 - 7    |
| Ensemble                                 | 92 - 4 - 4<br>95 - 5                     | 36 - 45 - 19<br>47 - 53  | 6 - 77 - 17<br>7 - 93                    | 42 - 45 - 13<br>46 - 54 |
|  | Économie : cite deux candidats de gauche | Économie : cite un candidat de gauche et un candidat de droite | Économie : cite deux candidats de droite | Ensemble                |

Par exemple, on y lit que parmi les personnes préférant des candidats de gauche pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préférant un candidat de droite pour les questions relatives à l'immigration, 78 % votent au premier tour pour un candidat de gauche, 9 % votent pour un candidat de la droite modérée et 12 % votent pour le candidat d'extrême-droite. Parmi ces personnes, au second tour, 85 % donnent leur suffrage à Lionel Jospin et les 15 % restants choisissent Jacques Chirac.

### **L'importance relative des questions d'immigration et des questions économiques pour rendre compte des comportements électoraux**

Lorsque l'on étudie les chiffres figurant dans ce tableau, on voit que les opinions en matière d'économie sociale (exclusion et chômage) constituent de très bons indicateurs du comportement de vote des individus enquêtés : parmi les personnes qui considèrent que des candidats de gauche sont les plus à même de résoudre le problème du chômage et de l'exclusion (qui représentent en tout 35 % des personnes interrogées), 95 % votent pour Lionel Jospin au second tour de la présidentielle ; parmi les personnes qui considèrent que des candidats de droite sont les plus à même de résoudre le problème du chômage et de l'exclusion (qui représentent en tout 46 % des personnes interrogées), seulement 7 % votent pour Lionel Jospin et parmi les personnes qui citent un candidat de gauche pour l'une des questions d'ordre économique et un candidat de droite pour l'autre (qui représentent en tout 19 % de la population interrogées), elles partagent au second tour beaucoup plus équitablement plus voix, puisqu'elles sont 47 % à donner leur voix à Lionel Jospin et 53 % à les accorder à Jacques Chirac.

La question de l'immigration est elle aussi un bon indicateur des comportements de vote de second tour – un peu moins bon néanmoins que les opinions en matière économique : parmi les personnes qui considèrent qu'un candidat de gauche propose la meilleure option face au « problème de l'immigration »<sup>15</sup> (qui représentent en tout 29 % des personnes interrogées), 93 % votent pour Lionel Jospin au second tour de la présidentielle, parmi les personnes qui considèrent qu'un candidat de droite propose la meilleure option face au problème de l'immigration, 26 % votent pour Lionel Jospin, ce qui est peu mais non négligeable. En revanche, la question de l'immigration est un excellent indicateur du vote d'extrême-droite de premier tour : parmi les personnes qui considèrent qu'un candidat de gauche propose la meilleure option face au problème de l'immigration, 1 % seulement vote pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle, contre 18 % parmi les personnes qui considèrent qu'un candidat de droite propose la meilleure option face au problème de l'immigration.

---

15. C'est l'intitulé de la question posée par le CEVIPOF.

Ces chiffres nous montrent donc que si l'immigration est en passe de tracer de nouvelles lignes de clivage au sein de l'électorat en 1995, elle ne redessine malgré tout pas les contours de l'électorat gauche/droite au second tour de l'élection présidentielle. En revanche, elle explique bien le vote d'extrême-droite.

### Quel parti a tendance à gagner à cet effet dilemme ?

Si, maintenant, nous revenons plus spécifiquement au dilemme des électeurs hésitants, décrit plus haut, composés essentiellement de personnes préférant des candidats de gauche pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préférant un candidat de droite pour les questions relatives à l'immigration ou les personnes préférant des candidats de droite pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préférant un candidat de gauche pour les questions relatives à l'immigration, nous observons qu'ils représentent quelque 12 % de l'électorat, ce qui est loin de représenter une quantité négligeable.

Parmi les personnes préférant des candidats de gauche pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préférant un candidat de droite pour les questions relatives à l'immigration, 78 % votent au premier tour pour un candidat de gauche, 9 % votent pour un candidat de la droite modérée et 12 % pour le candidat d'extrême-droite au premier tour. Parmi ces personnes, au second tour 85 % donnent leur suffrage à Lionel Jospin et les 15 % restants s'orientent vers Jacques Chirac. Parmi les personnes préférant des candidats de droite pour les deux questions économiques (chômage et exclusion) mais préférant un candidat de gauche pour les questions relatives à l'immigration, 22 % votent au premier tour pour un candidat de gauche, 74 % pour un candidat de la droite modérée et 4 % pour le candidat d'extrême-droite au premier tour. Parmi ces personnes, au second tour 29 % donnent leur suffrage à Lionel Jospin et 71 % à Jacques Chirac. Il apparaît qu'au second tour, la probabilité qu'un électeur préférant des candidats de gauche pour les questions économiques mais préférant un candidat de droite pour les questions relatives à l'immigration « fasse défection » à gauche et vote à droite est plutôt plus faible que la probabilité qu'un électeur préférant des candidats de droite pour les questions économiques mais préférant un candidat de gauche pour les questions relatives à l'immigration soit « gagné » par la gauche. Néanmoins, comme ce premier type d'électeurs est beaucoup plus nombreux que le deuxième (11 % contre 1 %), il semble bien que l'effet total soit négatif pour le candidat de gauche au second tour.

### Conclusion de cette enquête sur les données 1995

Tout chiffrage qualitatif sur de telles données doit naturellement être pris avec la plus grande précaution. Néanmoins, ces chiffres suggèrent qu'au second tour,

le candidat de gauche perd 15 % des votes émanant de 10 % de la population – soit au total 1,5 % des voix, et gagne 25 % des votes émanant de 1 % de la population – soit un total de 0,25 %. Ces données suggèrent donc une perte nette de voix pour le candidat de gauche, d'un ordre de grandeur situé entre 1 et 1,5 points de pourcentage.

## 4. L'analyse du choix des programmes des partis politiques : une perspective d'économie politique formelle

Jusqu'à présent, il n'a pas été fait référence de manière explicite à la manière dont les partis politiques choisissent leur programme politique. Nous avons étudié la manière dont l'irruption d'un nouvel enjeu pouvait modifier le support électoral reçu par tel ou tel parti, en regardant comment variait le nombre de voix reçues, selon que l'on considérait que les questions économiques représentaient l'unique enjeu ou que les questions d'immigration étaient également présentes dans le débat politique. L'hypothèse implicite tout au long de l'analyse qui a précédé est que les propositions des partis en matière économique étaient les mêmes, que l'immigration soit un enjeu ou non. Or, l'irruption d'un nouvel enjeu (l'immigration) peut modifier celles émises par un parti en matière économique. Par exemple, l'irruption d'un nouvel enjeu peut permettre l'émergence d'un nouveau parti, si les partis traditionnels ne répondent pas parfaitement aux attentes des électeurs sur cette question. Le Front national est un bon exemple de ce type de parti, dans la mesure où ses succès électoraux reposent en grande partie sur l'adhésion des électeurs à certaines de ses propositions en matière d'immigration. L'irruption d'un nouveau parti, qui occupe une certaine place dans l'espace électoral, peut amener les autres partis à modifier leur positionnement pour se démarquer ou au contraire pour essayer de capter les électeurs, y compris sur les enjeux autres que l'immigration, comme les politiques économiques. Autre exemple de la manière dont l'irruption d'un nouvel enjeu peut modifier les propositions faites en matière de politiques économiques : si l'on considère que lorsque les partis politiques élaborent leurs programmes électoraux, ils cherchent à la fois à séduire un large nombre d'électeurs pour augmenter leurs chances de remporter les élections et à satisfaire leur électorat traditionnel, s'ils choisissent une position de consensus en matière d'immigration, susceptible de séduire un nombre très large d'électeurs, ils auront plus de marge pour choisir au plan économique une politique plus proche des souhaits de leur électorat traditionnel. On voit ainsi que la présence d'un nouvel enjeu – ici, l'immigration – peut amener les partis à modifier leurs propositions en matière économique et modifier leurs chances d'être élus.

Pour savoir comment ce nouvel enjeu a modifié celles émises par les partis en matière de politiques économiques, deux démarches sont envisageables. La première consiste à étudier les programmes électoraux, les promesses faites durant les campagnes et les politiques effectivement mises en place par les partis au pouvoir, et tenter de déceler des évolutions. La seconde a pour objet de représenter de manière plus abstraite – c'est-à-dire de construire un modèle ou « modéliser » – le jeu démocratique et les choix des agents (partis politiques, électeurs). Lorsque l'on dispose d'un bon modèle de la réalité, on peut alors imaginer les questions suivantes : quelles seraient les propositions des partis en matière de politique économique et d'immigration et leurs chances respectives d'être élus si le Front national n'était pas présent sur la scène électorale ? Ou si l'enjeu lié à l'immigration devenait soudain beaucoup plus important aux yeux des électeurs ? Ou si le degré d'hostilité et de méfiance à l'égard des immigrés augmentait ?

Cette deuxième démarche est retenue dans l'analyse qui va suivre. C'est celle des sciences politiques formalisées (ou politique économique) qui repose sur l'utilisation des méthodes traditionnellement utilisées en microéconomie (hypothèse de rationalité individuelle, études des interactions stratégiques) pour analyser des faits politiques. Le lecteur intéressé par une introduction à ces méthodes ou une discussion de leur pertinence dans l'étude du champ politique pourra se référer à : Downs (1957) et Buchanan et Tullock (1962) pour les travaux fondateurs, Laslier (2005) pour un manuel d'introduction en français, Austen-Smith et Banks (1998, 2005), Persson et Tabellini (2000) ou Roemer (2001) pour des ouvrages généraux en anglais, Green et Shapiro (1994) pour un regard critique sur ces méthodes.

Nous proposons de modéliser le jeu électoral de la manière suivante. Nous supposons que les électeurs ont des opinions bien déterminées sur les politiques d'immigration et de redistribution, que l'on peut estimer à partir d'enquêtes individuelles. Nous supposons également que des partis politiques (on se limitera à une étude comportant trois orientations distinguant trois partis : la gauche, la droite et l'extrême-droite) font des propositions aux électeurs sur ces deux grands enjeux. Les électeurs considèrent les propositions faites par les différents partis et votent pour le parti qui fait la proposition la plus conforme à leur opinions. Un parti a d'autant plus de chances d'être élu qu'il recueille un nombre important de voix. Pour déterminer les propositions faites par les partis, il faut encore définir l'objectif poursuivi par les différents partis et préciser la manière dont chacun d'eux décide du programme électoral qu'il va soumettre aux électeurs. On suppose que les partis sont composés de deux factions qui poursuivent des objectifs éventuellement antagonistes : l'une des factions cherche à obtenir le plus de voix possible – on appelle cette faction les « opportunistes » – tandis que l'autre cherche à proposer une politique la plus en conformité avec l'opinion moyenne au sein de son électorat – nous appellerons cette faction les « militants ». Les deux doivent se mettre d'accord entre elles pour choisir le programme défendu par le parti. Par



ce modèle très simple, nous cherchons à reproduire les deux tensions majeures qui existent au sein des partis : gagner les élections et satisfaire leur électorat traditionnel. Cette façon de modéliser les partis est due à Roemer (2001). Dans un tel monde, le programme qu'un parti a envie de proposer dépend des programmes proposés par les autres partis ; par exemple, si un parti propose une politique très extrémiste, cela laisse plus de champ à ces adversaires. La proposition faite par un parti influence donc celles émises par les autres partis qui, en retour, influencent celle faite par le premier parti. On voit donc qu'apparaît une inter-dépendance (dite inter-dépendance stratégique) entre les partis et l'on s'intéresse aux propriétés des situations « d'équilibre », c'est-à-dire aux situations telles qu'étant données les propositions faites par les autres partis, aucun parti n'a envie de modifier sa proposition. Ce modèle est décrit en détails dans l'article déjà mentionné (2005), ainsi que dans le livre à paraître que nous avons rédigé avec Woojin Lee.

Une fois que l'on dispose de ce modèle de description du comportement des partis, on peut l'utiliser pour essayer de « prédire » leurs programmes électoraux, étant données les opinions des électeurs sur les politiques d'immigration et de redistribution, que l'on a estimés à partir d'enquêtes individuelles réalisées par le CEVIPOF (nous nous concentrons sur les années d'élections présidentielles 1988 et 2002). Nous ajustons les divers paramètres du modèle – notamment le pouvoir relatif des deux factions au sein du parti lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, c'est-à-dire leur pouvoir d'influence au sein du parti, ainsi que l'importance des questions d'immigration relativement aux questions économiques dans les opinions des électeurs – pour essayer de rendre compte le mieux possible des observations (nombre de voix obtenues par chaque parti, partage observé de l'électorat entre les différents partis selon leurs opinions en matière de politique d'immigration et de politique de redistribution ?).

Une fois que l'on a « ajusté » ce modèle aux données disponibles, nous disposons d'un instrument pour introduire les questions mentionnées dans la section 4, §2. Une question nous intéresse en particulier : quelles seraient les propositions des partis en matière de politique économique et leurs chances respectives d'être élus si le débat électoral portait uniquement sur les questions de redistribution et si le Front national n'était pas présent sur la scène électorale ? Les résultats pour 2002 sont les suivants : en l'absence du parti d'extrême-droite, nous « prédisons » que la gauche aurait proposé une politique très légèrement plus généreuse en matière de redistribution et la droite une politique un peu moins généreuse qu'en présence du parti d'extrême-droite – on prédit donc davantage de polarisation lorsque deux partis seulement sont en présence ; on peut également estimer que le parti de gauche aurait augmenté ses voix d'environ dix points et atteint une répartition d'environ 50-50 du nombre de voix entre la gauche et la droite. Quel serait au total l'effet sur la politique de redistribution effectivement mise en place ? Il apparaît que l'effet total est *a priori* ambigu. En effet, le parti de gauche propose

légèrement plus de redistribution et la droite nettement moins. À probabilités de victoire égales, l'effet sur la redistribution est donc plutôt négatif. Mais, comme la probabilité que le parti de gauche emporte les élections augmente, nous calculons qu'en fait l'effet total est à peu près nul.

Il semble donc, à l'issue de cette étude, que l'effet indirect de la montée de la xénophobie et de l'enjeu de l'immigration dans le débat politique sur les politiques sociales soit peu important. Dans la section 2.2., nous concluons, en regard des politiques proposées par les partis en présence, à une perte nette de voix pour le candidat de gauche d'un ordre de grandeur situé entre 1 et 1,5 points de pourcentage, en raison des interactions, dans le débat politique, entre les questions relatives à l'immigration et celles liées à la redistribution des richesses. Dans cette sous-partie, lorsque l'on prend en compte le fait que les partis modifieraient éventuellement leurs propositions en matière économique si l'immigration n'était plus un enjeu, nous concluons – du moins dans le cadre du modèle qui a été retenu ici – à un effet non significatif.

Naturellement, cela n'épuise pas la discussion sur le sujet et ce résultat est obtenu dans le cadre d'un modèle particulier. De plus amples investigations sont certainement nécessaires pour s'assurer de la robustesse de cette conclusion.

## 5. Conclusion

La question des politiques d'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants sur le territoire national peut avoir un impact non négligeable sur les politiques de redistribution choisies démocratiquement par un pays. Deux canaux principaux d'influence ont été identifiés et étudiés. Le premier est ce que l'on a appelé un effet d'érosion des liens de solidarité : si la pauvreté est perçue comme un phénomène frappant essentiellement certains groupes culturels, ethniques ou de nationalité particulière, une certaine hostilité vis-à-vis de ces groupes, minant la notion de solidarité nationale, peut induire la population (ou une partie de cette population) à souhaiter globalement moins de redistribution (effet direct). Le deuxième effet transite de manière un peu plus complexe par le jeu démocratique : l'intolérance ou l'hostilité vis-à-vis de certains groupes ethniques peut pousser des électeurs favorables à des politiques de redistribution généreuses (votant traditionnellement pour des partis de gauche) mais relativement intolérants, à reporter leur voix vers des partis plus conservateurs, diminuant ainsi les chances que des politiques de redistribution soient mises en place (effet indirect).

Ce deuxième canal a été principalement étudié ici dans le cas français, pour lequel nous concluons à des effets de relativement faible amplitude. Dans le livre

que nous avons écrit avec Woojin Lee, les cas du Danemark<sup>16</sup>, de la Grande-Bretagne et des États-Unis ont été considérés, suivant une méthodologie assez proche de celle décrite ici. Dans le cas du Danemark, nous avons également conclu à des effets indirects faibles. En revanche, l'étude du cas américain met en évidence des effets indirects plus importants. Dans ce cas, ne sont pas étudiées les interactions entre les politiques de redistribution et les politiques d'immigration, mais entre les politiques de redistribution et les politiques relatives au traitement des minorités ethniques/raciales aux États-Unis. L'effet relativement faible décelé en France pourrait être dû au fait que, dans notre pays, l'extrême-droite propose une politique extrême en matière d'immigration, mais intermédiaire entre la gauche et la droite en matière de redistribution (ou peut-être surtout très floue), ce qui diminue l'effet dilemme.

Si les effets indirects sont faibles, les effets directs en revanche semblent d'une ampleur beaucoup plus considérable. Les données d'enquête françaises montrent qu'il existait en 2002 une corrélation très forte entre les opinions en matière d'immigration et celles concernant les minima sociaux, qui n'existait pas en 1988. Une explication possible est que l'on est en train d'assister à une remise en cause des fondements de la solidarité, compatible avec l'hypothèse de l'érosion du lien social développée plus haut. Selon cette hypothèse, depuis une quinzaine d'années, les inégalités économiques entre groupes ethniques seraient devenues plus importantes – sinon plus visibles – en France. De ce fait, les politiques d'aide aux personnes en situation précaire seraient perçues par une fraction croissante de la population comme bénéficiant de manière disproportionnée aux immigrés. Cela réduirait globalement le soutien populaire à de telles politiques. Cette corrélation accrue peut bien sûr avoir d'autres explications et des travaux complémentaires sont nécessaires pour savoir si une nouvelle logique de solidarité est réellement en train de voir le jour. Cet effet ne semble pas toucher uniquement la France. À titre d'exemple, un sondage Eurobaromètre 2000 révèle que plus de deux tiers des Européens considèrent que les individus appartenant aux minorités ethniques « profitent du système social ». Là encore, des travaux complémentaires sont indispensables pour savoir s'il s'agit d'une manifestation d'une crise plus générale du système social européen (suspicion généralisée à l'égard des individus bénéficiant de l'aide sociale) ou d'une réaction plus ciblée sur certains groupes nationaux ou ethniques.

---

16. Voir aussi sur le Danemark notre article à paraître dans le *Scandinavian Journal of Economics*.

## Références

Adorno, T., E. Frenkel-Brunswick, D. Levinson et R. Sanford. 1950. *The authoritarian personality*, New York, Harper.

Alesina, A et E. Glaeser. 2004. *Fighting poverty in the US and in Europe : a world of difference*, Oxford University Press.

Alesina, A, E. Glaeser et B. Sacerdote. 2001. "Why doesn't the US have a European-style welfare system ?", *Brookings Paper on Economic Activity*, Automne 2001, p. 187-278.

Austen-Smith, D. et J. Banks. 1998. *Positive Political Economy I*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Austen-Smith, D. et J. Banks. 2005. *Positive Political Economy II*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Bean, F., J. Van Hook et J. Glick. 1997. "Country of Origin, type of public assistance and Patterns of welfare reciprocity among U.S. immigrants and natives", *Social Science Quarterly*, 78, p. 432-451.

Boarini, R. 2004. *Justice distributive : opinions, jugements et choix individuels*, Thèse de doctorat de l'École Polytechnique.

Borjas, G. 1994. "The economics of immigration", *Journal of Economic Literature*, 32, p. 1667-1717.

Buchanan, J. et G. Tullock. 1962. *The calculus of consent. Logical foundations of constitutional democracy*, Ann Arbor : University of Michigan Press.

Card, D. 1990. "The impact of the Mariel boatlift on the Miami labor market", *Industrial and Labor Relations Review*, 43, p. 245-257.

Downs, A. 1957. *An economic theory of democracy*, New York : Harper.

*Eurobarometer* Special Report 113. 1997. "Racism and Xenophobia in Europe", Results presented at the Closing Conference of the European Year Against Racism, Luxembourg, 18 & 19 December 1997.

*Eurobarometer* Special Analysis. 2001. "Attitudes towards minority groups in the European Union", A special analysis of the Eurobarometer EB53 2000 survey on behalf of the European Monitoring Centre on Racism and xenophobia by SORA,

Vienna, Austria. Auteurs : E. Thalhammer, V. Zucha, E. Enzenhofer, B. Salfinger, G. Ogris.

Green, D. et I. Shapiro. 1994. *Pathologies of rational choice theory : a critique of applications in political sciences*, New Haven : Yale University Press.

Hansen, J. et M. Lofstrom. 2006. "Immigrant assimilation and welfare participation : Do immigrants assimilate into or out-of welfare?", à paraître, *Journal of Human Resources*.

Hunt, J. 1992. "The impact of the 1962 repatriates from Algeria on the French labor market", *Industrial and Labor Relations Review*, 45, p. 556-572.

Laslier, J.-F. 2004. *Le vote et la règle majoritaire. Analyse mathématique de la politique*, CNRS éditions.

Le Moigne, G. et A. Lebon. 2002. *L'immigration en France*, Presses Universitaires de France : Paris (première édition : 1986).

Luttmer, E. 2001. "Group loyalty and the taste for redistribution", *Journal of Political Economy*, 109, p. 200-528.

Mayer, N. 2002. *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, Paris.

Maurin, E. 2004. *Le ghetto français : enquête sur le séparatisme social*, Seuil, Paris.

Persson T. et G. Tabellini. 2000. *Political Economics*, MIT Press

Piketty, T. 1999. "Attitudes toward income inequality in France : do people really disagree?", CEPREMAP Working paper N° 9918.

Roemer, J. 1998. "Why the poor don't expropriate the rich : An old argument in new garb", *Journal of Public Economics*, 70, 399-442.

Roemer J. 2001. *Political Competition*, Harvard University Press.

Roemer, J. et K. Van der Straeten. 2005. "Xenophobia and distribution in France : A politico-economic analysis", *Journal of Economics - Zeitschrift für Nationalökonomie*, 86, p. 95-144.

Roemer, J. et K. Van der Straeten. 2006. "The political economy of xenophobia and distribution : The case of Denmark", *Scandinavian Journal of Economics*, à paraître.

Roemer, J., W. Lee et K. Van der Straeten. 2006. *Racism, xenophobia and redistribution, A study of multi-issue politics in advanced democracies*, Harvard University Press et Russell Sage Foundation Press, à paraître.